

**Nations unies - Israël-Territoires  
palestiniens - Débat ouvert sur le  
Moyen-Orient - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 24 juillet 2018)

Monsieur le Président,

Je souhaite tout d'abord remercier vivement Nikolay Mladenov pour sa présentation, mais aussi et plus largement pour son engagement et celui de l'ensemble de son équipe.

Monsieur le Président,

Nous le disons depuis des années : le faux statu quo qui semble prévaloir sur le terrain recouvre en réalité une dégradation quotidienne de la situation, qui peut dégénérer en crise ouverte à tout moment. Lorsque la paix recule sur le terrain, elle recule également dans les esprits et dans les discours, comme l'a mis en évidence le rapport écrit du mois dernier sur la résolution 2334, que nous saluons à nouveau sur le contenu comme sur la forme. Génération après génération, Palestiniens et Israéliens s'éloignent les uns des autres et perdent l'espoir d'un règlement du conflit. Et pourtant, ni le temps qui passe ni la multiplication des crises au Moyen-Orient ne banalisent le conflit israélo-palestinien ni ne remettent en question sa centralité pour l'ensemble de la région : au-delà de ses conséquences quotidiennes pour les Israéliens et les Palestiniens, sa portée historique et symbolique en fait en effet l'un des fondamentaux de la stabilité régionale.

Le Conseil de sécurité ne peut donc - et ne doit à aucun prix - abdiquer ses responsabilités et se détourner du sujet.

1. J'aborderai en premier lieu la situation en cours à Gaza.

Depuis le 30 mars, les violences se succèdent et menacent de conduire à un nouveau conflit armé, comme la bande de Gaza en a connu trois au cours de la décennie écoulée. Plus de 150 Palestiniens ont été tués, dont 115 dans le cadre des manifestations et 68 pour la seule journée du 14 mai. La France a condamné un usage disproportionné et indiscriminé de la force et appelé Israël à respecter le droit des Palestiniens à manifester pacifiquement. Nous avons également dénoncé l'instrumentalisation, par le Hamas et d'autres groupes armés, des manifestations, et la volonté revendiquée de les utiliser pour franchir la barrière de sécurité. Nous avons condamné aussi les tirs de roquettes et d'engins incendiaires sur le territoire israélien - qui se comptent en centaines depuis la fin mai, ce qui est sans précédent depuis le

conflit de 2014 -, ainsi que la construction de tunnels offensifs par le Hamas.

Monsieur le Président, les tout derniers développements de cette semaine font courir le risque d'une escalade brutale qui doit à tout prix être évitée. Dans ce contexte extrêmement tendu, il revient à ce Conseil de parler d'une voix forte pour prévenir l'escalade : le silence qu'il observe depuis le début de la crise est assourdissant et franchement incompréhensible. Il doit laisser place à une expression publique claire.

Les violences des dernières semaines ne peuvent pas être dissociées de la situation plus générale dans la bande de Gaza. Au-delà de la désescalade et du respect du cessez-le-feu de 2014, qui sont requis dans l'immédiat, il n'y aura pas de solution durable à Gaza sans réconciliation palestinienne dans le cadre des principes de l'OLP, et sans rétablissement des prérogatives de l'Autorité palestinienne à Gaza. Nous saluons à cet égard la relance du processus lancé au Caire en octobre dernier, qui doit être accompagnée de gestes concrets de l'Autorité palestinienne en vue d'une amélioration des conditions de vie de la population à Gaza. De premières décisions ont été prises en ce sens, que nous tenons à saluer. Au-delà, seule une levée du blocus, assortie des garanties de sécurité nécessaires pour Israël, permettra de répondre aux besoins de la population.

Parallèlement à ces efforts, une réponse ambitieuse doit être apportée à la crise humanitaire à Gaza. Les propositions du coordinateur spécial visant à la mise en oeuvre accélérée de projets prioritaires méritent tout notre soutien. Ces propositions doivent s'accompagner de mesures humanitaires à impact rapide, nécessaires pour apporter une réponse visible aux yeux de la population et prévenir une nouvelle escalade. Dans le même esprit, un sursaut collectif est nécessaire pour permettre à l'UNRWA de poursuivre ses activités essentielles et d'assurer la rentrée scolaire, à Gaza comme dans l'ensemble de la région. L'enjeu est trop important, pour les populations concernées mais aussi pour la stabilité de la région. Compte tenu de leur rôle historique dans la stabilité régionale, nous appelons amicalement les Etats-Unis à assumer leurs responsabilités et à maintenir leurs engagements sur ce sujet crucial, dans le cadre d'une nécessaire mobilisation internationale pour abonder le budget de l'UNRWA.

2. Deuxième point, les risques d'escalade à Gaza ne doivent pas faire oublier la gravité de la situation en Cisjordanie et à Jérusalem.

Les derniers développements de la politique de colonisation menacent, plus que jamais, de remettre en cause de manière irréversible la solution des deux Etats. Je soulignerai deux éléments particulièrement graves :

- les annonces portant sur de nouvelles constructions dans les colonies se poursuivent : après les annonces du 30 mai portant sur 3.500 unités de logement en Cisjordanie, celles de la fin juin concernent plus de 1.000 unités de logement à Jérusalem, dans la colonie de Pisgat Zeev.
- second élément, les démolitions et déplacements forcés de populations visent désormais directement des zones identifiées de longue date comme des lignes rouges par la communauté internationale. Il s'agit en particulier de la zone dite E1, dont l'appropriation par Israël aurait pour effet de séparer le nord et le sud de la Cisjordanie et d'isoler Jérusalem-Est du reste des

territoires palestiniens. En détruisant la continuité des territoires palestiniens, elle rendrait impossible la solution des deux Etats ayant l'un et l'autre Jérusalem pour capitale, au profit d'une stratégie d'annexion de fait de la Cisjordanie par Israël. La communauté de Khan Al-Ahmar est directement visée, notamment des structures ayant bénéficié de financements européens ; 230 habitants, dont près de 160 enfants, sont menacés d'expulsion. Dans la communauté voisine d'Abu Nuwar, des démolitions ont été conduites au début du mois et ont provoqué le déplacement d'environ 50 personnes, dont plus de 30 enfants. Au sud d'Hébron, des menaces similaires pèsent sur le village palestinien de Soussiya.

Je veux redire, dans ce contexte, que la position de la France sur la colonisation ne changera pas :

- la colonisation est illégale en droit international. Elle contrevient à la quatrième convention de Genève comme à plusieurs résolutions de ce Conseil, notamment la résolution 2334 adoptée le 23 décembre 2016.

- la colonisation est dangereuse : elle aggrave les tensions entre les populations et alimente la violence.

- la colonisation est contre-productive : elle détruit progressivement, sur le terrain comme sur le plan politique, la solution des deux Etats.

3. Ceci me conduit à mon dernier point : l'absence d'alternative viable à la solution des deux Etats.

L'ensemble territorial unique, qui semble prendre forme sous nos yeux, ferait à terme coexister de manière inégalitaire deux régimes de citoyenneté sur un même territoire. Il marquerait, pour les Palestiniens, l'abandon de leurs aspirations étatiques ; et, pour les Israéliens, la fin de leur projet démocratique. S'il est indispensable de combler le vide politique actuel, un plan de paix qui tournerait le dos aux paramètres internationalement agréés des deux Etats se condamnerait à l'échec. Il est essentiel que toute négociation s'inscrive donc dans ce cadre, qui lui-même repose sur le droit international et les résolutions de ce Conseil, y compris la résolution 478 sur Jérusalem.

Monsieur le Président,

Nous le savons tous, les destins des Israéliens et des Palestiniens sont liés : aucun des deux peuples ne réalisera durablement ses aspirations nationales aux dépens de l'autre. En tant qu'ami des Israéliens comme des Palestiniens, la France n'a qu'un seul objectif : la mise en oeuvre, par la négociation, de la solution des deux Etats, seule à même de permettre une paix juste et durable entre Israël et la Palestine. Elle ne ménagera aucun effort en ce sens.

Je vous remercie./.